

La fête du 1er mai reportée à lundi au Burundi

PANA, 01 mai 2016 Bujumbura, Burundi (PANA) - La fête du 1er mai a été marquée, dimanche, par le seul message de circonstance à la nation du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza (photo), tandis que les célébrations proprement dites de cette journée internationale particulièrement pour les travailleurs du Burundi durement affectés par une crise sociopolitique et économique grave, seront organisées lundi, pour des "raisons pratiques", apprend-on de source officielle à Bujumbura.

Dans son message à la nation, le président burundais a reconnu des temps difficiles cause, notamment, de la suspension des aides financières étrangères dont son pays dépend habituellement pour plus de 50%, en citant surtout celles de l'Union européenne (UE) et principal bailleur traditionnel du pays pour un montant de plus de 430 millions d'euros sur la période 2015-2020. Des assurances ont été toutefois données aux quelque 100.000 fonctionnaires de l'Etat burundais en ce qui concerne leurs salaires mensuels, grâce aux efforts internes et aux performances retrouvées de l'Office burundais des recettes (OBR). Cet organisme étatique aurait multiplié par deux la collecte des taxes et impôts attendus au cours de ce mois d'avril, passant de 25 milliards de francs burundais (un peu plus de 15 millions de dollars américains) à 50 milliards de francs burundais (autour de 30 millions de dollars). La crise sociopolitique de plus d'une année au Burundi a fini par affecter durement le secteur économique et certaines mesures gouvernementales attestent, comme la suppression des anales et le gel des recrutements dans la fonction publique pour l'exercice budgétaire 2016. Les réserves en devises fortes sont allées en s'amenuisant et le peu qui reste ne peut être utilisé que pour couvrir les importations essentielles dans la vie du pays, comme les médicaments, les engrais chimiques ainsi que les pièces de rechange des grandes entreprises nationales de production des biens de première nécessité, en a décidé ainsi le gouvernement. D'un autre côté, le président Nkurunziza a ordonné une enquête sur les fonctionnaires qui ont démissionné leurs postes d'attache cause de la crise et dont le remplacement devra intervenir d'ici un mois, a-t-il donné qu'ils n'ont pas de raison de rester cachés ou en dehors d'un pays où règne la paix et la sécurité décision. Quelque 250 fonctionnaires de l'Etat ont déjà regagné le service et d'autres dossiers de ceux qui rentrent dans les pays voisins à l'étude pour les réintégrer, a fait savoir le président burundais. Le même appel pressenti a été lancé aux autres catégories de réfugiés pour qu'ils rentrent se joindre aux efforts de reconstruction du pays, moyennant encore des garanties sécuritaires. Un mouvement spontané de retour de plus de 40.000 réfugiés a été observé ces derniers temps, selon le président Nkurunziza. Du côté du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), on soutient le contraire en faisant état plutôt d'un flot continu de demandeurs d'asile burundais à l'étranger qui pourraient atteindre la masse critique de 330.000, d'ici la fin de cette année.